



Paris le 24 octobre 2006

Chères et chers camarades,

Donner à chacun sa pleine et juste place dans la communauté nationale, c'est l'objectif de la République pour tous. C'est mon ambition au moment de briguer vos suffrages.

Les 2,2 millions de Français établis à travers le monde sont les meilleurs représentants de nos valeurs, de notre culture et de notre économie. La France doit les écouter, les soutenir, les protéger. Disposer de nombreuses communautés à l'étranger est une chance dont notre pays n'a pas encore pris la mesure.

Depuis des mois, Nicolas Sarkozy sillonne la planète aux frais de l'Etat. Sans projet, sauf celui de glaner des voix qu'il estime acquises. Donnons-lui tort. Depuis 5 ans, l'Etat se désengage. Victime de coupes budgétaires, l'action sociale recule. Le réseau consulaire et culturel fond comme neige au soleil. Les coûts de scolarité augmentent. **La précarité frappe de plus en plus de familles à l'étranger. Voilà le bilan de la droite!**

A l'inverse, un quinquennat de gauche soutiendra les communautés françaises et réhabilitera l'action publique. Nous renforcerons le service public, avec un réseau efficace de Consulats exécutant leurs missions de proximité à hauteur de moyens financiers et humains renouvelés. Dans cette perspective, je veillerai à faire de la coopération consulaire européenne l'une des priorités de la présidence française de l'Union européenne en 2008.

L'accès de tous les Français de l'étranger à une protection sociale minimale sera garanti au terme du quinquennat. La continuité de la protection sociale française sera assurée durant un an aux porteurs d'un projet économique, culturel ou social à l'étranger. La situation des agents de l'Etat recrutés locaux sera améliorée afin de mettre fin aux situations indignes relevées dans de nombreux pays.

Les Consulats se doteront d'un dispositif d'assistance aux femmes françaises et à leurs enfants pour répondre aux drames de la violence conjugale, des mariages forcés et des répudiations. Une loi d'indemnisation des biens professionnels et personnels du fait de troubles politiques, de spoliations, de faits de guerre ou de catastrophes naturelles sera adoptée par le Parlement.

Les coûts de scolarité dans les établissements de l'Agence pour l'Enseignement Français à l'Etranger seront réduits de moitié d'ici à 2012 et la tutelle de l'Etat sur l'Agence sera étendue au Ministère de l'Education Nationale. Les filières bilingues d'enseignement dans les Etats membres de l'Union européenne et de l'OCDE seront développées. L'enveloppe du programme Français Langue Maternelle sera doublée pour encourager l'apprentissage du français au plus jeune âge.

Une Agence de la Coopération Culturelle, Scientifique et Technique sera instituée pour redonner enfin un sens à l'action de la France dans ces domaines essentiels de la vie internationale.

Pour mener à bien tous ces projets, une vaste réforme de la représentation politique sera conduite. Elle reposera sur l'élection de 10 députés des Français de l'étranger et sur la transformation de l'Assemblée des Français de l'Etranger en un Conseil Général d'outre-frontière, doté de compétences décisionnelles sur l'action sociale, la formation professionnelle, les bâtiments scolaires et l'action culturelle de proximité. Je proposerai l'instauration du vote à distance pour toutes les élections organisées dans les centres de vote à l'étranger.

A l'étranger comme ailleurs, c'est dans la démocratie participative que nous puiserons le meilleur soutien à la démocratie représentative. **Je tiens à saluer ici le travail militant de la Fédération des Français à l'Etranger de notre Parti et de l'ADFE – Français du Monde. La sensibilité européenne et internationaliste chère à notre cœur trouvera son expression dans notre diplomatie.** Nous ferons de la solidarité avec le Sud une réalité et non plus une promesse vaine de temps électoraux.

Socialistes, un puissant besoin d'Europe nous unit, que reflète notre volonté de rééquilibrer dans les domaines sociaux et environnementaux les effets du marché et de la mondialisation sauvage. Ce besoin d'Europe est un appel au multilatéralisme, à la justice et au développement partagé. J'agirai pour que l'Union européenne se dote d'une politique des flux migratoires qui profite au Sud et lui bénéficie aussi.

Je ferai le choix de l'action contre l'incantation. C'est en agissant que nous reconstruirons l'influence perdue de notre pays. C'est dans les projets que nous ferons vivre la solidarité internationale et remettrons la construction européenne sur les rails.

Amities


Ségolène Royal